

Questions orales

Le ministre et le gouvernement sont-ils prêts à admettre que le volet de leur politique économique se rapportant aux transports a échoué lamentablement et que la seule solution à long terme à la crise de l'industrie aérienne est une intervention gouvernementale musclée assortie d'une aide financière? Mais peut-être le gouvernement est-il encore prêt à laisser les 36 000 employés du secteur et leur famille devenir les victimes de ce marché dur et impitoyable?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'oserais dire que si le député n'a appris que ce matin que le marché n'était pas tendre, je me demande où il était avant. Tout le monde sait que les lois du marché sont impitoyables et que, sur le marché, tout le monde veut écraser tout le monde.

Nous avons déclaré que nous étions disposés à travailler avec les employés en raison de leur dévouement et parce qu'ils étaient prêts à investir leur propre argent. Nous oeuvrons auprès de tous les acteurs afin de trouver une solution pratique, financièrement saine aux yeux des contribuables canadiens, et dans le meilleur intérêt de l'ensemble de la nation.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, je rappelle au ministre des Transports que c'est le gouvernement dont il fait partie qui a livré l'industrie aérienne aux lois du marché, préparant ainsi le terrain à la crise qu'elle connaît aujourd'hui.

La question n'est pas de savoir si oui ou non le gouvernement devra fournir une aide financière. Il s'agit de savoir sous quelle forme et quand. Le gouvernement n'a pas le choix. Il devra accepter les demandes de Canadien et peut-être celles qui viendront d'Air Canada ou il peut laisser au régime d'assurance-chômage le soin de ramasser la note qui atteindra environ 150 millions de dollars.

Monsieur c'est au gouvernement de choisir.

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, la tenue, en fin de semaine, de réunions très constructives et très utiles avec les trois principaux intervenants dans le dossier montre clairement que nous voulons examiner toutes les solutions qui se révèlent acceptables sur le plan financier et qui sont dans l'intérêt de la nation.

La proposition actuelle crée quelques graves problèmes, et nous en avons discuté avec toutes les personnes intéressées. Ce n'est qu'une fois ces problèmes éliminés

que nous pourrions évaluer les risques pour les contribuables canadiens et déterminer si nous pouvons assurer la viabilité à long terme de l'industrie. Nous ne voulons pas de solutions temporaires qui ne régleraient rien et coûteraient de l'argent aux contribuables.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Monsieur le Président, M. Clinton, président des États-Unis, a déclaré qu'il ne chercherait pas à faire ratifier l'Accord de libre-échange nord-américain tant que les normes relatives à l'environnement et au travail ne seraient pas améliorées.

Est-ce également la position du gouvernement du Canada, ou persiste-t-il à affirmer que l'accord actuel est plus que satisfaisant?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je pense que ce que le président Clinton a dit, c'est qu'il appuyait l'ALÉNA en tant qu'accord. Il cherche par ailleurs à conclure des ententes hors de l'ALÉNA, à l'appui de certaines des positions qu'il a prises pour la défense de l'environnement, de la main-d'oeuvre, de l'adaptation de la main-d'oeuvre, des normes d'hygiène et de la sécurité. Ce sont toutes des choses qui peuvent être réglées en dehors de l'ALÉNA.

Je m'attends donc à ce que le processus législatif se poursuive. Il n'est pas nécessaire d'adopter la loi avant la date d'entrée en vigueur de l'accord, soit le 1^{er} janvier 1994. Nous commençons les audiences du comité demain, et le processus suivra son cours. Je ne m'attends pas à ce que le projet de loi canadien soit étudié avant le début de l'an prochain.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Laissez-moi d'abord m'assurer d'avoir bien compris la position du gouvernement, monsieur le Président. Le ministre est-il en train de nous dire que le président Clinton a bel et bien déclaré que l'ALÉNA ne sera pas ratifié tant que des accords parallèles sur les normes du travail et sur l'environnement n'auront pas été conclus? Le gouvernement du Canada a-t-il adopté la même position ou songe-t-il maintenant à ratifier l'accord sans tenir compte de la position des États-Unis?